

**Inde - Discours de M. Emmanuel
Macron, président de la
République, à Rashtrapati Bhavan
(New Delhi, 11 mars 2018)**

Mes Chers Amis, si nous sommes là aujourd'hui en effet, c'est parce que nous croyons à la leçon du Mahatma Gandhi selon laquelle, une once de pratique vaut mieux que des tonnes de discours. Et je crois que nous devons suivre ensemble la leçon de nos Solar Mamas.

Il y a eu beaucoup de discours, nous en avons fait les uns les autres contre le réchauffement climatique et les dérèglements, et beaucoup d'entre vous ici présents avec qui nous étions hier soir en vivent les conséquences directes sur leur sol, ont déjà perdu des morceaux de territoire, ont une partie de leur activité économique qui est déjà bousculée, ont vu la vie quotidienne de leurs concitoyens déjà profondément perturbées par ses conséquences.

Parce que nous avons aujourd'hui ce que vous avez appelé il y a quelques semaines, Monsieur le Premier Ministre, une fracture, une fracture entre le présent et le futur, une fracture entre le nord et le sud, une fracture entre les besoins et le potentiel de production de l'énergie et, en particulier, de l'énergie solaire.

Mais ces fractures ne doivent pas nous faire oublier une chose, c'est que nous n'avons qu'une planète, que nous la partageons et que pour elle, nous n'avons aucune solution de rechange. Et cette destinée commune nous donne des devoirs communs.

Les pays ici représentés situés entre les deux tropiques représentent près des trois quarts de la population mondiale, un potentiel solaire de 138 gigawatts dans les 5 prochaines années, mais seulement 23% de la capacité installée.

Selon les pays, entre 20 et 50% de la population n'a pas accès à l'électricité, c'est cela la réalité actuelle. Alors est-ce pour autant une fatalité ? Je ne crois pas. Et à cet égard, l'Inde démontre parfaitement que c'est possible. Ce que vous êtes en train de réussir est regardé par le monde entier.

La capacité à installer en énergies renouvelables est passée en 2 ans de 39 à 63 gigawatts ; et dans le même temps l'énergie solaire y a progressé de 240%. Alors comment faites-vous ? Vous avez attiré des investissements, vous les accompagnez, vous formez vos jeunes et, donc, voilà ce que nous devons faire, voilà ce que les 121 pays de l'Alliance en Afrique, en Asie, en Amérique latine, en Océanie doivent faire.

Dans les pays développés, nous trainons souvent des pieds parce qu'il y a des résistances, des intérêts installés. Dans les pays émergents, en voie de développement ou les plus en difficulté,

on explique que ce n'est pas possible parce qu'il n'y aurait pas les capacités d'investissement, parce que la recherche ne devrait pas être au rendez-vous. Mais il y a déjà tant et tant de contre-exemples.

L'objectif collectif, ce qui doit nous mobiliser dans cette Alliance Solaire Internationale, c'est bien d'abord de bousculer toutes les idées reçues, tous les blocages, mais aussi de changer d'échelle. Nous visons un térawatt d'énergie solaire en 2030, il faut pour cela 1.000 milliards de dollars de financement.

Nous connaissons les obstacles, ils sont financiers, ils sont réglementaires et ils sont capacitaires. Nous devons donc les lever un par un avec méthode. Nous ne devons pas pour cela simplement regarder ce que font les Etats, mais construire un nouveau contrat international entre le secteur public, le secteur privé et la société civile dont nous avons vu toute la force de mobilisation à l'instant, parce que ce dont il s'agit est un bien commun, pour notre climat mais et pour le développement de tous nos pays, pour l'accès à l'éducation, l'accès à une vie normale, comme l'a parfaitement dit l'une des Solar Mamas il y a un instant.

Qui peut prétendre avoir une vie normale, apprendre à lire, se développer quand on n'a pas l'électricité et, donc, la lumière chaque soir. Je vois pour cela trois chantiers principaux, le premier c'est l'identification des projets dans chacun des pays. Chaque pays qui a un potentiel d'énergie solaire va ici détailler ses projets d'installation solaire et ses besoins de financement.

100 projets ont déjà été recensés auprès de 36 Etats membres, ce sont pour beaucoup des projets de petite ou moyenne taille, ce sont souvent les plus efficaces mais les moins visibles pour les financeurs. Ils couvrent des domaines prioritaires : l'agriculture et le développement rural, les mini-réseaux solaires, les installations de toitures et la mobilité électrique.

Ils sont souvent portés par des jeunes entreprises innovantes. Et donc ce travail d'identification est essentiel parce que ce développement ne doit pas être réservé aux mêmes grands groupes, avec souvent d'ailleurs à la clé, nous le savons bien, dans beaucoup trop d'endroits des problèmes qui se sont souvent confrontés aux complexités bureaucratiques, à nos propres délais, parfois aussi à la corruption et à toutes les difficultés que nous avons connues.

Et donc la capacité à mobiliser de nombreux projets, y compris de petits projets, à avoir une espèce de banque de données, une bourse de projets et de pouvoir faire masse ainsi de ces petits projets pour faire monter en même temps des petites et moyennes entreprises, des entrepreneurs de chacun des pays concernés et trouver les financements adéquats, c'est ce que cette Alliance doit permettre.

Nous devons identifier évidemment des milliers de projets maintenant au-delà des 100 premiers, et l'Alliance permettra de continuer cette identification notamment par le lancement d'une plateforme digitale et globale, facilitant la rencontre entre les besoins des pays, l'expertise et les solutions technologiques innovantes et les financements.

C'est un premier levier indispensable sur lequel nous devons tous nous mobiliser, et cette

plateforme donnera une parfaite transparence sur ce sujet.

Le deuxième chantier, c'est de mobiliser les financements disponibles, publics comme privés. Nous avons dit en 2015 que nous consacrerions 300 millions d'euros à des projets solaires dans les pays membres de l'Alliance Solaire. Cet engagement de la France a été tenu.

J'étais il y a quelques mois avec le président Kaboré où nous avons inauguré à Zagatouli la plus grande centrale solaire d'Afrique de l'Ouest. C'est pour moi une grande fierté et je pense un résultat très concret qui montrait aussi la mobilisation pleine et entière d'un pays comme le Burkina Faso, qui est aujourd'hui confronté à d'immenses risques et à des attaques multiples.

Je serai demain avec le Premier ministre Modi dans l'Uttar Pradesh pour inaugurer la plus grande centrale solaire de l'Etat le plus peuplé de l'Inde. Et j'annonce aujourd'hui que l'Agence française de développement consacrera 700 millions supplémentaires à cet engagement pour le solaire d'ici à 2022, portant ainsi notre engagement total à 1 milliard d'euros depuis son lancement.

Mais pour atteindre l'objectif de 1.000 milliards de dollars nécessaires pour développer un térawatt d'énergie solaire d'ici 2030, nous avons besoin des investisseurs privés. L'Alliance doit donc nous permettre de créer un cadre favorable pour démultiplier ces investissements privés.

Cela passe par la mise en oeuvre de politiques réglementaires et tarifaires propices à ces investissements dans les énergies renouvelables, des procédures d'appel d'offres efficaces et l'utilisation de documents standards pour faciliter l'achat et l'approvisionnement en électricité. J'appelle à ce titre chacun des Etats ici représentés à y travailler avec nous.

Cela passe également par la mise en place d'outils de garantie adaptés. Des garanties existent déjà mais elles sont trop chères, elles ne couvrent pas tous les risques. C'est pourquoi l'Inde, la France, la Banque mondiale et d'autres partenaires de l'Alliance Solaire Internationale travaillent à la mise en place d'un mécanisme commun de garantie au sein de l'Alliance Solaire, qui devra aboutir d'ici à la fin de l'année. Nous devons par ce biais réussir à mobiliser au-delà des engagements de chacun sur le plan des Etats et des gouvernements à mobiliser les investisseurs privés.

Et je tiens ici à le dire pour ces investisseurs, ces investissements sont de plus en plus rentables, ces projets sont de plus en plus rentables. Et si chacun des Etats prend ses responsabilités pour créer la stabilité d'un cadre en termes d'investissements et de retour, il est pertinent - y compris économiquement - d'investir dans ce domaine.

Enfin, Le troisième chantier c'est de proposer des solutions technologiques innovantes et abordables. L'Alliance doit être ce point de rencontre et d'échanges, entre les solutions technologiques portées par les entreprises et la recherche et les attentes des pays et des populations.

Là aussi, sortons d'un dogme qui voudrait que l'innovation de rupture la plus avancée soit le privilège de quelques Etats. C'est tout le contraire que nous devons réussir à mettre en place, parce que l'innovation la plus radicale c'est ce qui permet de baisser drastiquement le coût de ces énergies et, en particulier, du solaire.

Cela passe avant tout par la formation, nous venons d'en avoir un exemple parfait. Il ne suffit pas d'avoir des installations, il faut savoir les entretenir et les utiliser. Et à ce titre, la création d'un réseau de 100 centres d'excellence dans les pays de l'Alliance permettra de former 10.000 techniciens.

Nous mettrons en place un cursus de formation destiné à ces jeunes techniciens. Et cette bataille est indispensable parce que combien de fois avons-nous vu des Etats - et il se peut même qu'il y ait eu la France dans cette liste - vendre par le biais de ses grands acteurs industriels des formidables fermes solaires et dans bien d'autres secteurs aussi. Et puis quelques mois après l'inauguration en grande pompe, s'apercevoir qu'il y avait des premières difficultés et personne pour réparer, personne qui sur place savait les entretenir, personne qui sur place savait vraiment les faire fonctionner.

Si nous voulons véritablement réussir cette révolution, cette bataille pour les énergies renouvelable c'est aussi une bataille pour l'empowerment. La mise en capacité donnée à chaque Etat de l'Alliance Solaire de réussir chez lui, de donner une place à chacun, de permettre à ses concitoyens de construire sa place et, donc, d'être formés pour construire les emplois dans ces secteurs. C'est un tout et c'est l'exemple formidable que ces femmes viennent de nous livrer.

Et donc l'Alliance Solaire doit permettre d'accélérer cela en mettant en capacité, par le biais de ces formations, des milliers et des milliers de concitoyens qui pourront en être les techniciens et qui les feront fonctionner.

Nous allons également développer les partenariats favorisant les transferts de technologie et l'innovation, parce que nous avons décidé de créer au sein de l'Alliance un centre de ressources sur les applications et la recherche solaire auxquelles participera notamment l'Institut national français pour l'énergie solaire.

Formation, recherche fondamentale et recherche appliquée sont des leviers indispensables pour réussir ce troisième chantier.

Mes Chers Amis, sans la notion de justice climatique il n'y aurait pas eu d'Accord de Paris, il n'y aurait pas eu de mobilisation véritable et nous ne serions pas là aujourd'hui. Chacun se serait renvoyé la faute et nous aurions continué à aller collectivement dans le mur.

Cette justice climatique, la volonté de défendre un bien commun essentiel qu'est notre planète, notre climat, c'est notre capacité collective à dépasser tous les clivages : géographiques, d'intérêts de court terme, de représentation.

Aujourd'hui, nous inventons une nouvelle voie pour faire alliance dans le monde, non plus autour de principes mais autour de biens communs, à travers un vrai changement de logiciel et une volonté de faire.

Je vois ici des chefs d'Etat et de gouvernement mais aussi de nombreuses institutions internationales, des entreprises, des investisseurs, des représentants de la société civile, tous réunis autour de cette initiative importante.

Je reconnais nombre des visages qui étaient présents à Paris le 12 décembre dernier, au One Planet Summit. Nous avons beaucoup avancé mais il nous reste encore beaucoup à faire. Avec Monsieur le Premier ministre, nous souhaitons que tous ceux qui vont s'exprimer ce matin puissent ainsi faire des annonces concrètes sur leur plan pour développer l'énergie solaire dans leur pays, sur les solutions qu'ils peuvent proposer ou encore sur les investissements qu'ils s'engagent à réaliser.

Et je veux ici vous dire... (en anglais)

Et donc mettons-nous au travail, je vous remercie./.